

Ajoutez le numéro Burundi-Eco whatsapp +257 75 82 82 82 dans vos contacts



Envoyez un message sur +257 75 82 82 82 indiquant votre nom, prénom, fonction et centre d'intérêt

Nous vous remercions de bien vouloir relayer cette information autour de vous

Certification des produits (page 3)

La santé des consommateurs avant tout !



La prolifération des unités de transformation agroalimentaire inquiète plus d'un. Les autorités invitent les opérateurs économiques à respecter les normes standard liées à l'implantation des entreprises et la certification des produits.

AGRICULTURE

DEVELOPPEMENT

TRANSPORT



Interview exclusive

Le nouveau Ministre de l'Agriculture retrouve les manches (page 5)



Eau potable

L'eau potable, un défi colossal à Cibitoke (page 7)



Fixation des prix du ticket de transport

Que le gouvernement ramène les chauffeurs à l'ordre ! (page 9)

Burundi Eco, un journal socio-économique gratuit. Vous le trouverez dans les endroits ci-après :

- Escale du Bien
- Cercle Hippique
- Engen Katikati
- Buja café
- Waka Waka

- Jardin public
- Kinindo Supermarché
- Alimentation Atlantis
- Les Universités
- Casino Supermarché

- Paroisse Saint Joseph
- CEBULAC
- Roca Golf
- IFB
- Gitega et Rumonge



Editorial

Attention au syndrome du « petit chef » !



Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

Les mises en garde se multiplient pour rappeler les fonctionnaires à l'ordre.

Cette semaine, la rédaction a décroché une interview auprès du nouveau ministre de l'Agriculture. L'ex-recteur de l'Université du Burundi hérite d'un ministère clé confronté à des défis conjoncturels et structurels. L'année en cours a été déclarée « année agricole » par le Président de la République, mais c'est une année qui a connu une grande hausse des prix des denrées alimentaires. Pour y voir plus clair, il suffit d'analyser les défis du secteur agricole.

Ce sont notamment le manque de fertilité des sols, la faible utilisation des intrants agricoles, la vulnérabilité aux aléas climatiques, l'insuffisante maîtrise de l'eau, la faible transformation des produits agricoles, l'accès limité

au crédit et la forte pression démographique. On peut également citer la recrudescence des maladies des plantes et des insectes ravageurs très dommageables pour les cultures et les denrées stockées.

FOMI, une jeune entreprise de trois ans n'arrive pas à satisfaire la demande en fertilisants. Le manque de fertilisants rapporté à l'échelle du pays lors de la saison culturale B touche de plein fouet les consommateurs. Pour ce qui est du manque des fertilisants, la crise ukrainienne y est pour quelque chose.

Malgré la création d'une usine de production des fertilisants, le pays importe encore les engrais phosphates et azotés. Or, la Russie est parmi les pays exportateurs des engrais sur le continent africain. Ce qui perturbe les chaînes d'approvisionnement avec la

guerre meurtrière que se livrent l'Ukraine et la Russie.

Le nouveau ministre de l'Agriculture doit également faire face à des épizooties récurrentes. La récente épizootie de la fièvre de la vallée du rift a mis à nu la faible réactivité pour riposter contre ce genre de menace pour les bovins. La préparation de la saison culturale 2023 A, la mise en œuvre du plan intégré de gestion du littoral du lac Tanganyika ainsi que le suivi de la construction des hangars régionaux appuyée par la coopération japonaise figurent parmi les dossiers laissés par son prédécesseur.

Avec le manque criant de fertilisants et les semences sélectionnées qui sont hors prix, il est difficile d'aspirer à une bonne production agricole. Le Pr Sanctus Niragira à la lourde responsabilité de nourrir plus de 12 mil-

lions d'habitants sur l'ensemble du territoire. D'où la synergie des efforts pour accélérer la réalisation des projets de vulgarisation agricole notamment par la création des complexes agropastoraux dans chaque province du pays, la construction des infrastructures de production et de valorisation de la récolte pour ne citer ceux-là.

Les cadres de l'Etat fraîchement promus cherchent-ils à faire leurs preuves dans leurs nouveaux postes de manager ? En tout cas, il est très tôt pour établir un bilan. Il leur suffit de travailler en étroite collaboration avec leurs technocrates pour atteindre les objectifs définis au niveau des Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA). Et cela requiert la mise en place des stratégies et des indicateurs objectivement vérifiables pour concrétiser la mise en œuvre du budget programme.

CNC : Vers l'octroi d'une carte de presse biométrique

Une nouvelle carte de presse sera offerte aux professionnels des médias, annonce Vestine Nahimana, présidente du Conseil National de la Communication (CNC). Il s'agit d'une carte de presse biométrique qui coûte 15 000 FBu et son délai de validité est de 5 ans. Pour en bénéficier, le dossier sera constitué par certains éléments qui sont entre autres l'ancienne carte de presse et un contrat de travail pour les médias privés.

Pour les médias publics, on va déposer l'ancienne carte de presse et une attestation de service. La raison pour laquelle on exige un contrat de travail est qu'on a constaté que certains médias privés ne donnent pas des contrats de travail à leurs journalistes. Ce qui est contraire aux dispositions du code du travail.

Les dossiers des journalistes seront déposés au CNC par les responsables des médias. Signalons que les journalistes qui ne disposent pas de cette carte de presse ne seront pas autorisés à exercer leur métier après le 1^{er} décembre 2022.

Remise du matériel aux médias



Dans le but d'améliorer les prestations des médias, le ministère en charge des médias vient d'octroyer des équipements à certains médias toutes catégories confondues. Il s'agit de 25 ordinateurs portables et de 14 enregistreurs. Les bénéficiaires ont été identifiés sur base des critères objectifs tels que les médias opérationnels, moins équipés, ceux nouvellement créés, les médias à faible capacité de financement et les médias en ligne, justifie Ferdinand Manirakiza, secrétaire permanent au ministère en charge des médias. Il souligne que la plupart des médias n'ont pas de moyens suffisants pour exercer un journalisme professionnel profitable à la population.

Le gouvernement du Burundi a opté pour la mise en place d'un fonds d'appui aux médias pour renforcer les capacités techniques et matérielles des médias locaux tels que prévue dans la loi sur la presse (art 60). Au départ, le fonds d'appui aux médias était alimenté à hauteur de 65 millions de FBu, mais le montant a été majoré pour atteindre 115 millions de FBu. En outre, pour concrétiser le soutien à la promotion d'une presse libre et efficiente, le gouvernement exonère l'importation du matériel et des équipements des organes de presse, rappelle M. Manirakiza. Il invite aux partenaires à contribuer à l'alimentation de ce fonds si bénéfique pour tous les médias burundais. Et aux médias bénéficiaires, il exhorte les responsables à gérer ce matériel en bon père de famille.

Un centre régional d'apprentissage dépourvu d'équipements



Le premier centre régional de formation technique, professionnelle et de perfectionnement construit parmi 5 autres prévus a été inauguré par Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, ce jeudi 15 septembre 2022.

A cette occasion, Dr François Havyarimana, ministre de l'Education et de la Recherche Scientifique a signalé que le centre est en besoin d'équipements.

Erigé sur la colline Rusi en commune Shombo de la province de Karusi, ce centre régional a une capacité d'accueil d'environ mille jeunes. Il sera fréquenté par les jeunes ayant terminé les études secondaires et les jeunes sans emplois. Cela pour renforcer leurs capacités dans le domaine des métiers.

L'ETRAC va bientôt finaliser la viabilisation de Nkenga-Busoro

L'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) a organisé une réunion en date du 13 septembre 2022. Cette réunion concernait la viabilisation du quartier de Nkenga-Busoro. Les points à l'ordre du jour étaient entre autres la vérification du montage financier du projet, l'analyse de la demande de révision des prix de l'entreprise ETRAC par l'équipe juridique et l'adoption des étapes à suivre par les partenaires du projet. Cette réunion a abouti à la conclusion que l'ETRAC va bientôt finaliser la viabilisation de ce site. Ils ont également adopté la révision des prix du projet en tenant compte des prix actuels.

Taux de change du 15 Septembre 2022

Sources : BRB/www.brb.bj

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2029	2062
Euro	2022	2055
Shi. Kenyan	16,8652	17,1372
Shi. Tanzanien	0,8704	0,8844
Shi. Ougandais	0,5320	0,5406
Fr Rwandais	1,9588	1,9904

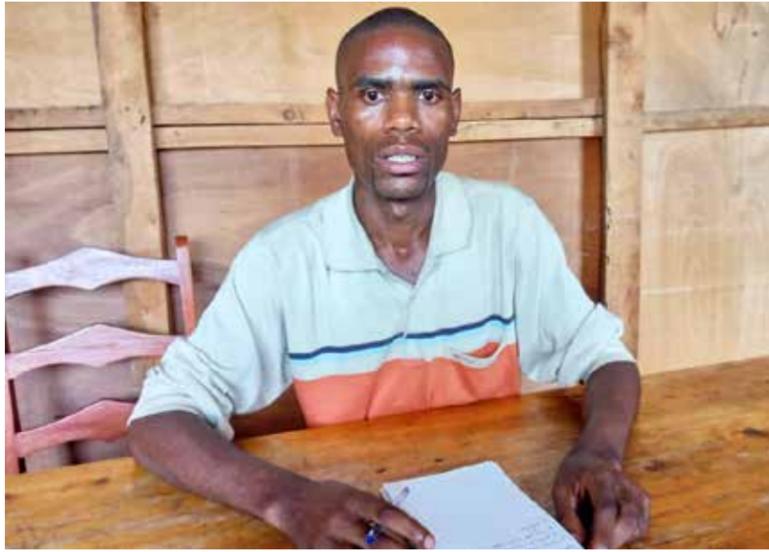
BurundiEco

N° 25 Av. Moso - ROHERO 2
Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Tirage : 5000 exemplaires
Directeur de publication et
Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint :
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Imprimé par HOPE DESIGN

L'extrême pauvreté plombe l'éducation des Batwa

Au Burundi, peu d'enfants issus de cette ethnie peinent à terminer leurs études. La pauvreté reste le premier facteur plombant leur éducation. Unissons-nous pour la Promotion des Batwa (UNIPROBA), une ONG locale militant pour les droits de ce peuple autochtone note des avancées, mais regrette un manque de soutien à l'éducation des Batwa et appellent à plus d'actions en leur faveur



Gervais Ndiwokubwayo, chargé des questions liées à l'éducation à l'UNIPROBA : « Plusieurs enfants Batwa abandonnent l'école quand ils arrivent au niveau du post fondamental, car les dépenses deviennent un peu plus élevées ».

Les enfants issus de l'ethnie Twa ont du mal à profiter de la "gratuité de l'éducation primaire", une des politiques prioritaires du gouvernement burundais depuis 2007. La question liée aux droits des Batwa en général et à leur scolarisation en particulier ne semble pas avoir focalisé l'attention des décideurs et est restée pendante. La pauvreté qui frappe les ménages des Batwa pèse lourdement sur leur éducation et le résultat des efforts fournis dans le but de trouver des solutions durables reste largement mitigé.

Le coup de l'éducation reste élevé pour les familles Batwa

Selon Gervais Ndiwokubwayo, chargé des questions

liées à l'éducation des Batwa à l'UNIPROBA, le coût de l'éducation reste réellement élevé pour de nombreuses familles appartenant à ce groupe social. « La somme demandée ne permet pas à la majorité des enfants Batwa de rester à l'école », affirme ce responsable. Même si les frais scolaires sont officiellement supprimés, l'éducation n'est pas gratuite pour autant. Plusieurs écoles font payer aux élèves des frais liés à l'achat des bancs pupitres, au paie-

ment des salaires des enseignants vacataires... Or, toutes ces dépenses viennent s'ajouter à l'arsenal du kit scolaire dont la facture croît au fur et à mesure que l'élève avance de classe. Face à l'extrême pauvreté dans laquelle ils baignent, la plupart des enfants Batwa finissent par être vomis par un système scolaire qui exige plus qu'ils ne peuvent se procurer. « Plusieurs enfants Batwa abandonnent quand ils arrivent au niveau du poste fondamental car

les dépenses deviennent un peu plus élevées », explique Ndiwokubwayo. Pour illustrer la situation difficile à laquelle font face ces enfants, il donne l'exemple d'un élève qui n'a aucun soutien de la part de sa famille et qui doit défricher le champ du voisin pour gagner son pain quotidien.

Des efforts anéantis par le chômage et l'injustice sociale

S'il pointe du doigt un soutien insuffisant à l'éducation des Batwa, Ndiwokubwayo reconnaît certaines avancées. « Nous n'avons pas encore toutes les données pour cette année qui vient de s'écouler. Nous constatons cependant une évolution au cours de ces dernières années », indique-t-il. Essayant d'éclaircir ses propos, Ndiwokubwayo tiendra notamment à revenir sur les effectifs de ceux qui ont terminé leurs études. 37 Batwa poursuivent leurs études dans différentes universités et plus de 200 ont terminé l'école secondaire. Malheureusement, il déplore le fait qu'aucun de ceux qui ont terminé les études secondaires n'a pu décrocher un emploi jusqu'ici. « Le chômage a également des conséquences graves sur l'éducation des Batwa. Les enfants Batwa qui sont encore au fondamental risquent de perdre le goût de continuer les études », explique-t-il. D'après lui, les filles sont plus

vulnérables, car elles sont condamnées à retourner dans leurs familles d'origine pour s'occuper de la poterie. « Nous ne sommes pas contre ce métier, mais les enfants risquent de ne pas s'accommoder de ce retour à la case départ », s'inquiète le jeune homme.

Sur un marché de travail très déséquilibré où l'offre est très inférieure à la demande, les Batwa seraient victimes d'un clientélisme sans nom. Ndiwokubwayo n'exclut pas une possible spéculation lors des recrutements. « Nos lauréats sont capables de travailler comme les autres. Le problème serait, peut-être, que personne ne plaide pour leur cause », lâche-t-il avant d'ajouter que le non accès à l'information constitue une autre barrière majeure à leur rencontre. Selon lui, les réseaux d'information sont restreints pour ce peuple autochtone.

L'UNIPROBA appelle le gouvernement burundais et toutes les parties prenantes à travailler en synergie pour soutenir l'éducation des Batwa, en tenant compte de leur précarité financière. Le chargé des questions liées à l'éducation des Batwa au sein de cette organisation propose la mise en place d'une politique claire de scolarisation des Batwa pour trouver des solutions durables.

Jonathan Ndikumana

DEVELOPPEMENT

Certification des produits

La ministre de l'Industrie hausse le ton

Le ministère en charge de l'industrie met en garde les opérateurs économiques qui commercialisent des produits non conformes aux normes. Ils ont 45 jours pour se conformer à la réglementation en vigueur, faute de quoi, ils assisteront à la fermeture définitive de leurs entreprises. Les services du BBN sont à pied d'œuvre pour décourager la vente des produits de qualité défaillante



Dr Bhimsen Abacousnac, consultant international : « D'ici 2023 le BBN aura contacté un organisme d'accréditation pour finaliser le processus ».

Le BBN s'arme contre les opérateurs défaillants

Ces derniers jours, le directeur général du BBN, Pr Séverin Sindayikengera ne cesse de s'adresser à la presse pour dénoncer les industriels et les commerçants qui ne respectent pas les normes dans leur activité commerciale. Très récemment, il a ciblé les intégrants sur la chaîne de valeur au niveau de la filière viande et de l'horticulture qui s'adonnent aux mauvaises pratiques dégradant la qualité des produits à consommer. Les cultivateurs des amarantes qui utilisent les eaux usées exposent les consommateurs aux maladies. Il en est de même pour les patrons des unités de transformation qui font sourde oreille. Il a demandé notamment aux boulangers, aux transporteurs de charbon de bois et de bovins de se conformer aux normes de qualité pour préserver la qualité des produits.

Les pompistes sont dans le viseur des autorités. Le patron de BBN évoque de façon récurrente les trucages des pompes à essence. Ce-

tte fois-ci, cet organe de contrôle de la qualité met la menace à exécution. Quatre stations de la capitale économique sont tombées dans les mailles du filet. Et cela en pleine crise de carburant, les propriétaires ont payé des amendes de plus de 4 millions de FBu.

Où en est-on avec le processus d'accréditation ?

Dans un entretien accordé au journal Burundi Eco, Dr Bhimsen Abacousnac, consultant international parle des avancées déjà enregistrées dans ce domaine. A travers le projet MARK-UP, des formations ont été dispensées aux cadres du BBN sur les exigences de la norme 17021 qui concerne l'accréditation du système de certification en soi. Il s'agit du processus d'homologation ou de validation des opérations de certification et contrôle de la qualité par une tierce organisation de rang international. Vous aurez compris que le BBN doit être accrédité par un organisme international pour que ses analyses et certification soient acceptées à l'échelle régionale ou internationale.

Pour le Dr Bhimsen, le BBN certifie déjà différents produits dont les denrées alimentaires, mais son système de certification n'est pas accrédité. L'accréditation est une dernière étape après l'implémentation de tout le système de certification. Par rapport à la certification des produits et/ou des organisations, le consultant rassure. « Des audits ont été réalisés au sein du BBN. Ce qui a abouti à la rédaction et à la validation du manuel des procédures de certification conformément à la norme ISO 17021 : 2015 ».

Cet ex-employé des bureaux de normalisation de l'île Maurice fait savoir que tout est en place pour relancer le processus d'accréditation. Depuis 2019, les étapes à suivre pour être accrédité ont été identifiées. Les industriels connaissent déjà les termes et les conditions à remplir pour avoir un certificat de conformité. Il espère que d'ici 2023 le BBN aura contacté un organisme d'accréditation pour finaliser le processus. Les auditeurs du BBN ont les compétences pour certifier les systèmes des entreprises de transformation. Il fait allusion aux audits blancs effectués dans les entreprises pilotes. Il a foi en les auditeurs formés qui ont fait preuve de technicité à la hauteur des attentes. Il les invite à suivre scrupuleusement les exigences de la norme et cela de façon impartiale. Il ne faut pas être juge et partie, sinon il risque d'y avoir un conflit d'intérêt, avertit-il. L'impartialité et la confidentialité restent une règle d'or.

La certification, un outil indispensable pour exporter

Pour booster l'exportation, les produits domestiques doivent répondre aux normes de qualité et de sécurité alimentaire. Techniquement parlant, la norme ISO 9001 version 2015 est utilisée pour certifier le système SMQ des organisations et la norme ISO 22000 : 2018 certifie les denrées alimentaires. Pour le contrôle de la qualité par exemple, le SMQ (système management de la qualité) implique plusieurs exigences pour satisfaire à la norme qualité.

Avec la relance du processus d'accréditation, les industries locales peuvent se mesurer à celles de la sous-région. C'est du moins la conviction du BBN. « Rien n'empêchera le Burundi d'exporter les produits locaux vers les marchés extérieurs une fois services du BBN seront accrédités. Le but ultime d'une démarche d'accréditation est l'instauration de la confiance dans les prestations réalisées », annonce le BBN sur son compte Twitter.

D'ailleurs, l'accréditation facilite les échanges commerciaux grâce à la reconnaissance internationale des opérations d'attestation de la conformité, conclut la même source.

Benjamin Kuriyo

Le consultant international en certification Dr Bhimsen Abacousnac révèle qu'il existe plusieurs normes pour accréditer le système que le bureau de certification utilise. Cela s'applique aussi pour ses laboratoires d'analyse. A titre illustratif, la norme ISO 17025 : 17 concerne l'accréditation du système des laboratoires. ISO 17021 : 2015 est appliquée pour l'accréditation du système de certification ISO 9001 : 2015 tandis que les normes ISO 22000 : 2018 et ISO 17065 : 2012 interviennent pour l'accréditation du système de certification des produits, nuance le consultant international.

Rentrée scolaire : quelles priorités pour le ministère de l'éducation ?

Le recrutement de 1000 enseignants, le renforcement du système des réseaux scolaires, plus de 300 motos accordées aux directeurs et inspecteurs communaux sont quelques-unes des priorités du ministère de l'éducation pour l'année scolaire qui vient de commencer



Dr François Havyarimana, ministre de l'Éducation et de la Recherche Scientifique : « Toutes les évaluations du premier et du deuxième trimestre doivent se faire en réseaux ».

Après plus de deux mois de vacances, les écoliers et les élèves viennent de rejoindre le banc de l'école. L'année scolaire 2022-2023 a été lancée officiellement lundi le 12 septembre 2022. Alors que le manque d'enseignants, l'insuffisance du matériel didactique de la part des écoles figuraient parmi les quelques défis qui ont caractérisé l'année scolaire 2021-2022, Dr François Havyarimana, ministre de l'Éducation et de la Recherche Scientifique précise que tant de choses sont en train d'être mises en place pour faire face à ces défis.

1000 enseignants seront recrutés

Pour faire face au problème de manque d'enseignants, 1000 enseignants vont être recrutés d'ici peu, confirme le ministre de l'éducation. Que les concourants pour ces postes se préparent conséquemment. Il y aura de la rigueur dans la sélection, prévient Dr Havyarimana. Il invite les directeurs provinciaux et les directeurs communaux de l'éducation d'éviter fraudes. « Le recrutement doit se faire sur la base du mérite », insiste le ministre.

Dr François Havyarimana informe aussi que durant cet été, 20 mille enseignants ont bénéficié d'un recyclage en Français et 10 mille autres en Mathématiques pour les préparatifs de cette année qui vient de commencer. Encore plus, 7 mille enseignants de la 3ème année fondamentale ont été formés pour se familiariser de la nouvelle méthode d'enseignement et apprendre de nouveaux des contenus manuels scolaires. Autres efforts fournis par le gouvernement, se réjouit le ministre, 238 motos de déplacement sont en train d'être distribuées aux directeurs communaux et inspecteurs communaux de tous les pays. Ces motos leur serviront de se ren-

dre sur toutes les écoles. Pour rappel, tous les directeurs provinciaux de l'éducation possèdent de véhicules.

Plus de 90 mille bancs pupitres vont être distribués dans toutes les directions communales de l'éducation. Dr Havyarimana prévient les communes d'éviter les zones d'ombre dans la passation des marchés. Il a d'abord révélé que dans différentes communes, nombreux cas d'irrégularités ont caractérisé les passations des marchés pour cette année précédente. Le gouvernement y avait investi un pactole de 4 milliards selon le ministre. « On a dû suspendre trois fois les passations

de marché. Certaines personnes visaient leurs intérêts en voulant livrer ces bancs à des prix exorbitants. Il fallait des prix reflétant la réalité ». Que ces tricheries ne se reproduisent pas cette année. Si non les bancs pupitres ne seront pas livrés dans une commune qui jugera de mettre en avant l'intérêt des personnes au lieu de tous élèves », prévient Dr Havyarimana.

Les réseaux scolaires, pour quelle finalité ?

Le ministère en charge de l'éducation va mettre en œuvre et renforcer le système des réseaux scolaires. Cela afin que les ensei-

gnants collaborent entre eux et se complètent professionnellement, explique le ministre. Dans ce système, il y aura des échanges d'expériences, etc. Toutes les écoles, publiques ou privées se conforment et mettent en application ces nouvelles méthodes d'enseignement. Il clarifie ensuite que toutes les évaluations du premier et du deuxième trimestre doivent se faire en se référant sur cette orientation.

Un nouveau programme d'enseignement sur l'exploitation minières va être mise en place dans le système éducatif burundais. Cela dans le cadre d'avoir des burundais ayant des connaissances en ce qui est de l'exploitation effective des mines. L'autre objectif phare du gouvernement est qu'au moins 20 ordinateurs seront distribués d'ici 2027 dans chaque direction communale d'enseignement. Tout le personnel doit également signer un contrat de performance, révèle le ministre en charge de l'éducation.

Avec le programme « Back to school », 789 tonnes de matériels scolaires composés de cahiers, de lattes, de stylos, de crayons et de craies seront distribués dans 6 provinces du pays dont Makamba, Rumonge, Ruyigi, Cankuzo, Muyinga et Kirundo. Chaque élève aura au minimum 6 cahiers en fonction de la classe, selon les informations de nos confrères de Jimbere Magazine. Le ministère de l'éducation va octroyer également des livres aux écoles. Toutefois, François Havyarimana a dénoncé le comportement de certains directeurs qui ont vendus des livres l'année précédente.

Bruce Habarugira

PUBLICITE

Jibu : Nos heureux gagnants de la Rentrée Scolaire



Chose promise, chose faite. A la veille de Rentrée scolaire, JIBU a distribué aux heureux gagnants de notre grande cagnotte leurs gains. Cette campagne qui était destinée à appuyer les parents en leur offrant du matériel scolaire et des bouteilles Jibu pour la Rentrée scolaire a donc pris officiellement fin.

C'était le 2 septembre 2022 que Magali et Mr. Jibu, fidèle ami des enfants avaient ensemble tirés au sort les gagnants.

Nous avons pu constater que ces gagnants ont accueillis avec joie cette belle surprise comme

nous l'expliquait l'un des gagnants de la sourie aux lèvres: « Franchement, je ne m'y attendais pas. Je me suis inscrit avec peu d'espoir comme je n'ai jamais rien gagné. Lorsque Jibu m'a appelé j'étais très content surtout que j'ai 3 enfants, au moment d'acheter le matériel scolaire c'est vraiment un défi et Jibu vient de me soulager d'un poids. »

Que dire de plus que de souhaiter que ce genre d'initiatives qui tendent la main et donnent chaud au cœur sont à multiplier.

Bonne rentrée à tous et n'oubliez pas de boire de l'eau pour rester en bonne santé.

Interview exclusive

Le nouveau Ministre de l'Agriculture retrousse les manches

Le Président de la République du Burundi a récemment décidé de faire le ménage au sein de son gouvernement. Parmi les ministères visés figurait celui ayant l'agriculture et l'élevage dans ses attributions. Désormais, Dr Ir Sanctus Niragira tient les rênes du ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'élevage. Le nouveau ministre a accordé une interview exclusive à Burundi Eco dans laquelle il s'est appesanti sur la tâche qui l'attend

Toujours bourré d'obstacles, l'agri-élevage reste néanmoins un secteur très important dans l'économie burundaise. Depuis son accession au fauteuil présidentiel, Evariste Ndayishimiye a voulu faire de ce secteur le fer de lance de sa politique. Plusieurs programmes ont été annoncés pour augmenter la production agropastorale dans un pays considéré comme le plus pauvre du monde dans différents rapports depuis plusieurs décennies. La création des centres de rayonnement qui consisteraient à créer de grands centres agro-pastoraux dans toutes les provinces du pays, la reprise en mains de la filière café par l'Etat, le contrôle des prix sur le marché local, des projets de mise en place des barrages hydroagricoles, de création des coopératives collinaires de production, sont quelques-uns de grands chantiers déjà dévoilés par le gouvernement.

Moderniser le secteur agro-pastoral et augmenter la production

Le nouveau ministre de l'Agriculture affirme ne pas être étranger à la tâche qui lui est assignée. Amené à répondre à la question concernant les projets d'urgence figurant sur son agenda, Dr Ir Niragira résume: «Les projets sont très nombreux». S'exprimant sur les projets prioritaires en cours, il s'est focalisé sur les préparatifs de la saison culturale A en cours. Pour le ministre Niragira, l'accompagnement des agriculteurs constitue un important projet du gouvernement. Il indique travailler actuellement à trouver les intrants agricoles en quantité suffisante. «Je suis en train de suivre de près cette question en collaboration avec les responsables de FOMI», indique-t-il soulignant la production relativement basse de cette usine par rapport à la demande actuelle.

A propos de la plupart des projets du ministère en cours d'exécution, Niragira indique qu'il devra d'abord se rendre sur terrain pour pouvoir donner d'amples explications. Cette autorité rappelle surtout que la mise en application effective de la politique de l'irrigation et des centres de rayonnement est tout un processus. «La mise en application de ces projets exige de grosses sommes d'argent», fait-il remarquer. Il affirme que certaines activités à mener en rapport avec ces projets ont été déjà lancées.

En ce qui concerne les cultures industrielles, Niragira affirme que la population est visiblement découragée. Il part de la filière café qui a été fortement affaiblie par la politique de libéralisation et que l'Etat tente de récupérer. Il rassure: «Le gouvernement compte beaucoup sur la relance de la production des cultures d'exportation». Il affirme même vouloir développer d'autres cultures industrielles pour multiplier les produits agricoles exportables.



Dr Ir Sanctus Niragira, Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage: «Je veux organiser le ministère de façon que nous soyons capables de lire l'avancement de nos programmes en chiffres».

Quid des changements attendus du nouveau ministre ?

Dr Ir Sanctus Niragira a des initiatives pour relever la production agricole. Amené à s'exprimer sur ses projets, il a énuméré certains des défis qu'il veut relever et des mesures qu'il prévoit prendre. Réagissant à la question liée à la performance des centres de recherches et d'appui au secteur agro-pastoral, il a brossé son plan. Alors que le Burundi continue à importer les intrants agricoles dont les semences sélectionnées, Niragira veut rendre ces centres plus performants pour contribuer davantage au développement du pays. Il promet de leur permettre de travailler en coordination. Cette autorité explique que l'incapacité de ces centres relève surtout du manque criant de moyens. D'après lui, les centres d'appui au secteur agro-pastoral ne sont pas suffisamment équipés. Il souligne l'insuffisance des moyens techniques et financiers, sans oublier le manque de main d'œuvre qualifiée.

Ce féru de la science récemment nommé ministre veut faire des statistiques un instrument de mesure de la réussite de son ministère. «Je veux organiser le ministère de façon que nous soyons capables de lire l'avancement de nos programmes en chiffres», dit-il. Il indique vouloir savoir à chaque étape si l'argent de l'Etat injecté dans les projets a été récupéré dans la production. Il compte également travailler sur le renforcement de la sensibilisation de la population et promet de travailler en synergie avec d'autres ministères concernés pour y arriver. «Il s'agit d'une problématique importante sur laquelle nous devons travailler», dit-il.

Le ministre Niragira compte également changer le circuit d'importation des intrants agricoles. Selon ses explications, ceux qui gagnent les marchés ne respectent pas souvent les termes de références des contrats. Ils importent des produits de mauvaise qualité par rapport à ceux voulus par le

ministère. «Je plaiderai auprès de mes supérieurs pour que nous puissions nous même arriver sur le marché afin de garantir la qualité des produits importés», affirme-t-il.

Des obstacles au développement de l'agro-alimentaire

Récemment nommé à la tête d'un des ministères clés, Dr Ir Niragira ne nie pas l'existence des obstacles rencontrés dans ses activités. Il parle notamment de l'incapacité de production observée de la part des centres de recherche et de soutien au secteur. Il souligne tout de même le problème lié à l'encadrement de la population. «Le savoir-faire des experts des centres de recherche n'arrive pas aux producteurs à la base», dit-il tout en ajoutant que cela constitue un défi majeur à relever. Il reconnaît que les moniteurs agricoles ne sont pas suffisamment instruits pour aider les agriculteurs.

Le nouveau ministre de l'Agriculture rappelle que les conflits armés qui ont ravagé le Burundi pendant plusieurs années ont beaucoup impacté le développement du secteur agricole. Niragira préfère se résumer en répondant à la question liée au développement des filières importantes comme le café, le thé et le coton. «Certains savent que nous avons un secteur agro-pastoral bien côté avant les événements de 1993, mais tout a basculé et nous devons tout reprendre», explique-t-il. Cependant, il reste persuadé que le développement de ce secteur reste possible.

Des obstacles liés au manque de financement des projets constituent aussi une réalité. Interrogé sur le niveau d'exécution de certains projets déjà dévoilés par son successeur, le ministre Niragira évoque également la question liée aux moyens financiers. Il s'agit notamment des centres de rayonnement et des barrages hydroagricoles. Pour lui, les grands projets exigent beaucoup d'argent, de la main d'œuvre et du temps.

des sols et l'abondance des pluies. Il souligne également que l'existence des régions naturelles permettrait de diversifier la production. «Nous avons plusieurs régions qui peuvent nous permettre de diversifier la production et la pluie tombe pendant 8 mois sur 12», se réjouit le ministre Niragira.

Il indique également que l'irrigation permet de pratiquer l'agriculture pendant la saison sèche. Ce qui fait que le Burundi dispose de 3 saisons agricoles. Il soutient surtout que certains signes montrent que la population commence à profiter de la 3^{ème} saison culturale. Pour soutenir ses propos, il indique que la population s'investit davantage dans l'agriculture irriguée. En effet, le ministère avait commandé uniquement 8000 tonnes d'engrais chimiques cette année et on s'est rendu compte plus tard que la demande s'élevait plutôt à 24000 tonnes. Pour le ministre, cela constitue un des indices du résultat de la sensibilisation de la population à continuer à produire pendant la saison sèche.

L'existence d'un marché d'écoulement constituerait également un des atouts dont disposerait le secteur agro-pastoral. En effet, le Burundi a l'avantage de produire des aliments de qualité très appréciés sur le marché international.

L'Etat Burundais a déjà choisi l'agro-pastoral comme un secteur clé pour le développement du Burundi. Il y a donc lieu de se demander si ce scientifique qui a collaboré pendant longtemps à l'élaboration des projets gouvernementaux visant à développer le secteur agro-pastoral sera à la hauteur de sa tâche. De toutes les façons, Dr Ir sanctus Niragira semble être sûr de lui et affirme posséder des connaissances suffisantes sur l'économie rurale du pays.

Jonathan Ndikumana

Qui est Dr Ir sanctus Niragira récemment nommé ministre de l'Agriculture ?

Agé de 45 ans, Sanctus Niragira a vu le jour dans la province Ngozi, commune Ruhororo sur la colline Wanda. Il commencera ses études primaires dans la commune Tangara de la province Ngozi en 1985. Il continuera au Lycée Don Bosco en 1992. En 1993, il part en exil. La crise socio-politique s'était déclenchée et plusieurs élèves et étudiants ont pris fuite. Dans l'année qui a suivi, le jeune élève reviendra et sera accueilli au Lycée Musenyi avant d'intégrer encore une fois le Lycée Bon Bosco, cette fois-ci pour y faire le cycle supérieur de ses études secondaires dans la section scientifique A. Après l'obtention de son diplôme d'Etat en 2000, Niragira n'échappera pas aux principes du moment et devra intégrer le corps de défense à travers le Service Militaire obligatoire (SMO) dont il sort en 2001.

A l'Université du Burundi, il échouera dans son projet de faire la Médecine et sera orienté dans la faculté d'Agronomie avant de décrocher une bourse pour continuer ses études en Belgique où il se qualifiera dans la sécurité alimentaire et l'économie rurale. Etudiant très brillant et premier de sa promotion à la fin du cycle de master, il lui sera proposé de continuer avec le 3^{ème} cycle à l'Université de Gand en Belgique de 2009 à 2016 d'où il sortira avec le grade de Docteur Ingénieur en Nutrition et Développement Rural.

Dr Ir Niragira aura un brillant parcours professionnel qui commencera par les travaux de recherche qu'il mènera au Burundi pendant ses études doctorales. Au lendemain de la soutenance de sa thèse en 2016, il rentre au pays et commence sa carrière d'enseignant à l'Université du Burundi. En 2017, il participe à la rédaction du Plan national de développement (PND) où il était à la tête de la commission du ministère de l'Agriculture avant d'être nommé consultant national du même projet. En 2019, cet enseignant d'Université rejoint le cabinet du président où il travaillera comme cadre chargé des projets d'industrialisation et commerce avant d'être nommé à la tête de l'Université du Burundi en mars 2021. Après seulement 18 mois dans les bureaux du Rectorat de l'UB, il vient d'être nommé ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage. Dr Ir Sanctus Niragira a participé à d'innombrables projets de recherche tant au niveau national qu'au niveau international. Il a souvent été sollicité par des projets des ONGs internationales et associé à des travaux de recherche dans les universités. Par-dessus tout, ce scientifique reste attaché à son métier d'enseignant et dispense toujours des cours à l'Université du Burundi.

L'Imprimerie Hope Design prime 3 meilleurs lauréats du concours national

L'Imprimerie Hope Design a primé pour la quatrième fois les élèves classés premiers lors du concours national, édition 2021-2022. C'est dans le cadre de promouvoir la compétitivité au sein des élèves. Trois jeunes ont empoché une somme de plus de 1 million chacun comme encouragement. Les bénéficiaires saluent l'initiative

Dr François Havyarimana, Le ministre de l'Éducation et de la Recherche Scientifique, a ouvert officiellement l'année scolaire 2022-2023 à l'école fondamentale Bandanga, commune Matongo dans la province de Kayanza. L'imprimerie Hope Design a profité de cette occasion pour primer trois élèves ayant été classés premiers au niveau national, édition 2021-2022.

Guy Hervé Niganze, élève au Lycée Sainte Famille de Kinama qui a réussi le concours national avec 99% a empoché une somme de 1 500 000 FBu. Deux autres primés sont du Lycée d'Excellence de Ngagara. Françoise Cheilla Ininahazwe dudit établissement qui a réussi avec 97,25% a bénéficié d'une enveloppe de 1 450 000 FBu et Chris Jianny Ishimwe avec 96,50% a reçu 1 350 000 FBu.

Pour encourager la compétitivité

Evrard Ntwari, directeur administratif et financier de l'Imprimerie Hope Design a précisé que ces



L'imprimerie Hope Design a primé trois élèves ayant été classés premiers au niveau national, édition 2021-2022.

prix sont donnés dans le but d'encourager la compétitivité au sein des élèves et de promouvoir l'excellence dans l'enseignement. Il a rappelé que cette entreprise décerne ce type d'encouragement depuis 2019. « L'imprimerie Hope Design s'est engagé à soutenir une éducation de qualité à travers ces prix décernés aux meilleurs lauréats ». C'est également dans l'objectif de leur inculquer un esprit de création de leurs propres entreprises pérennes.

Pour Evrard Ntwari, quand les élèves bénéficient d'une formation de qualité, les entreprises en tirent profit, car elles recrutent des employés capables et intelligents. De cela, les entreprises offrent des services fiables et contribuent au développement du pays. C'est pour cela qu'il remercie les éducateurs et les parents qui se donnent pour dispenser une éducation de qualité à leurs enfants.

« Une initiative louable »

Et Dr François Havyarimana, ministre en charge de l'éducation de remercier l'Imprimerie Hope Design pour les prix qu'elle décerne depuis 2019 aux meilleurs lauréats du concours national.

« Nous sommes très ravis de cette initiative louable et nous disons grand merci à cette imprimerie moderne », salue Tharcisse Bendantokira, di-

recteur du Lycée d'Excellence de Ngagara. Et d'ajouter que c'est un signe que d'autres entreprises peuvent prendre comme modèle, car cela permet aux élèves de fournir beaucoup d'efforts pour gagner ces prix. Il se réjouit d'ailleurs que ce lycée a le monopole des élèves primés depuis le début du décernement de ces prix. Bendantokira s'émerveille tout de même que 9 lauréats de son école ont été déjà primés. Pour l'année scolaire 2020-2021, le Lycée d'Excellence de Ngagara a raflé tous les prix.

Salvator Ndikuriyo est un parent d'un enfant primé. Pour lui, ces prix donnent le courage aux élèves d'entrer en compétition afin de pouvoir les bénéficier. « Les enfants qui traînent les pieds pour étudier peuvent aussi développer un esprit de travail grâce à ces prix », explique-t-il. Cela leur permet de fournir beaucoup d'efforts dans la révision des cours. « Que d'autres entreprises et usines s'impliquent dans l'éducation des enfants en primant plus d'élèves par an », estime Ndikuriyo avant d'insister que le gouvernement via le ministère en charge de l'éducation peut aussi initier des activités de primer les meilleurs lauréats aux tests nationaux. Cela permettrait aux autres élèves des promotions ultérieures de mettre plus d'efforts pour rafler les prix.

Chris Jianny Ishimwe de Ngagara, un des primés n'y va pas de gauche à droite. Il va utiliser l'argent bénéficié de la part de Hope Design dans des petits projets d'entrepreneuriat.

Bruce Habarugira

SOCIÉTÉ

Déblocage administrative de la carrière

Un ouf de soulagement pour les fonctionnaires

Les fonctionnaires se réjouissent du fait qu'il y a eu un déblocage administratif de la carrière. Les montants d'argent y relatif ont été même versés sur les comptes des bénéficiaires. Le syndicaliste Antoine Manuma demande d'accélérer les procédures de la mise en œuvre effective de la politique salariale

Après le départ de Domitien Ndiwokubwayo, ex-ministre en charge des finances, le gouvernement a entamé les procédures de mise en œuvre effective de la politique salariale. A titre illustratif, il y a eu un déblocage administratif de la carrière. Les montants y relatifs ont été même versés sur les comptes des bénéficiaires.

Le syndicaliste Antoine Manuma s'en réjouit. Selon lui, c'est un pas de géant même si le chemin à parcourir est encore long pour rendre effectif la mise en œuvre de la politique salariale. Selon lui, le déblocage administratif de la carrière signifie la valorisation des cotations des employés en termes de rémunération qui se fait chaque année. Manuma salue les efforts du gouvernement, car les fonctionnaires ne sont pas dans de bonnes conditions suite au coût de la vie qui devient de plus en plus cher. Il demande alors au gouvernement de payer à tous les bénéficiaires les frais y relatif, y compris le personnel des sociétés para-étatiques.

De plus, pour accélérer le processus de mise en œuvre effective de cette politique, l'adoption de certains tex-



Le syndicaliste Antoine Manuma se réjouit du déblocage administratif de la carrière des fonctionnaires.

tes de loi comme le statut général des fonctionnaires est une urgence.

Dans un point de presse tenu par le président de la fédération des syndicats des enseignants réunis au sein de la COSESONA ces derniers jours, Victor Ndabaniwe a fait savoir qu'il constate un retard exagéré de la mise en œuvre de la politique salariale dans l'administration.

Pour lui, la phase transitoire d'ajustement salarial devait durer 4 ans. Malheureusement, elle a été

prolongée jusqu'à 5 ans. Et voilà, aujourd'hui, poursuit Victor Ndabaniwe, « 6 ans viennent de se passer en attente d'une politique salariale équitable dans l'administration publique et qui devrait s'étendre à d'autres secteurs de la vie nationale ». D'où une préoccupation des syndicats des enseignants regroupés au sein de la fédération des syndicats des enseignants, COSESONA face « à la lenteur qui caractérise cette opération ».

Notons que dans une conférence de

presse qu'il a animée mardi 9 août 2022, l'ex-ministre en charge des finances Dr Domitien Ndiwokubwayo a fait savoir que le calcul des salaires n'est pas automatique et que cela demande du temps. « Le calcul des salaires est un travail qui doit être fait minutieusement. Sinon on risque de se retrouver en train de donner de l'argent qui ne correspond pas à ce qui devrait être donné », fait-il savoir. Et d'ajouter que la maison qui devrait faire ce paramétrage n'est pas une maison locale. « C'est une maison que nous

devons chercher à l'extérieur du Burundi parce que nous n'avons pas les compétences requises pour faire cela. Et cela exige de faire passer le marché y relatif ».

Toutefois, il tranquillise les fonctionnaires que l'ordonnance signée ne va pas être jetée à la poubelle, mais plutôt qu'il va donner la permission de pouvoir commencer le paramétrage.

Jean Marie Vianney Niyongabo

L'eau potable, un défi colossal à Cibitoke

Trouver de l'eau potable est un casse-tête pour les habitants de la province Cibitoke au Nord-Ouest du pays. L'administration provinciale reconnaît la carence de l'eau potable dans les localités de Rugombo et de Buganda situées dans la plaine de l'Imbo. La stratégie sectorielle du ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines projette le taux d'accès des ménages à une source d'eau améliorée au niveau national à 97% en 2027

« A 21 ans, je compte sur les doigts de la main le nombre de fois que j'ai bu l'eau du robinet voire l'eau des fontaines publiques », déplore Salomon Niyogushimwa, habitant la colline Rukana I, commune Rugombo dans la province de Cibitoke.

Depuis ma naissance, abonde dans le même sens une quinquagénaire du nom de Nathalie Ngendakumana habitant la colline Rukana I, je bois l'eau puisée dans la rivière Ruhwa, je me lave dans la rivière Ruhwa, et je lave mes habits dans cette même rivière.

Claude Hatungimana, habitant la colline Rukana I informe que des gens de cette colline se sont organisés et sont parvenus à installer un robinet à ladite colline. Ils ont capté l'eau dans les canalisations de l'ex-société Rugofarm. L'eau de ces canalisations était utilisée pour irriguer les champs.

« Pendant la saison des pluies, les points de captage de l'eau sont détruits par la force du mouvement de l'eau », regrette le trentenaire, père de 5 enfants.

Espérance Nsengiyumva, mère de 3 enfants, âgée de 28 ans et habitant la colline Rukana I s'approvisionne en eau sur ce robinet installé d'une manière rudimentaire.

« Même la présence de l'eau dans ce robinet n'est pas continue. Par ailleurs, nous achetons un bidon rempli de cette eau à 50 FBu. Moi, comme j'ai des enfants, j'utilise en moyenne 3 bidons d'eau par jour, l'équivalent de 150 FBu par jour, soit 4500 FBu par mois. Or, je n'ai pas un travail permanent pour programmer les dépenses », indique-t-elle.

Un manque d'eau potable généralisé

Câreme Bizozza, gouverneur de la province de Cibitoke reconnaît une carence d'eau potable dans les localités des communes Rugombo et Buganda situées dans la plaine de l'Imbo. Ce qui n'est pas le cas pour les localités situées dans les montagnes.

Le Plan National pour le Développement du Burundi (PND 2018-2027) stipule que le secteur de l'eau potable et de l'assainissement de base connaît de nombreux défis. Les plus importants sont : les faibles investissements dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement de base pour augmenter le taux d'accès, l'amélioration de la gestion des infrastructures en eau et assainissement, le changement de comportement de la population en matière d'assainissement de base et d'hygiène, la construction des réseaux d'évacuation des eaux usées dans les grandes agglomérations, le personnel qualifié et suffisant...

Et le document d'octobre 2019 sur les stratégies sectorielles du ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines qui traduit



Le secteur de l'eau potable et de l'assainissement de base connaît de nombreux défis, entre autres les faibles investissements pour augmenter le taux d'accès.

les orientations du Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027) de compléter : « Le secteur de l'eau et de l'assainissement, l'appropriation de la gestion des infrastructures d'Adduction d'Eau Potable (AEP) existantes par les communes, la coordination et le suivi des interventions du sous-secteur, la maîtrise des pertes d'eau potable par la Regideso... »

Environ 500 millions USD pour redresser la situation

Le document de stratégies sectorielles du ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines estime le taux d'accès des ménages à une source d'eau améliorée au niveau national à 97% en 2027.

Pour atteindre ces résultats, ce document propose l'initiation d'un programme d'approvisionnement régulier en eau potable en milieu urbain et ruraux dans tout le pays. En milieu urbain, celui-ci souligne un renforcement du système d'Alimentation en Eau Potable (AEP) par le captage et le traitement des eaux des rivières et des lacs, l'installation des systèmes de pompage, l'amélioration de l'AEP par les eaux de surface et par le forage...

Le coût global de la réalisation de ces actions a été évalué par le document de la stratégie de la mise en œuvre du PND du ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines à 106, 177 milliards de FBu, soit 57,242 millions USD.

Le document prévoit également l'extension du système d'AEP dans la partie Sud de la ville de Bujumbura par captage des eaux du lac Tanganyika et dans les nouveaux quartiers viabilisés de la ville de Bujumbura et les centres de l'intérieur du pays et l'interconnexion du palais présidentiel (2^{ème} et 3^{ème} phases). Cela pour un coût global de réalisation de ces actions évalué à 132,068 milliards de FBu, soit 71,201 millions USD.

Un schéma de développement du réseau d'AEP de la ville de Bujumbura devrait aussi être élaboré avec un coût de réalisation d'au moins 10,666 millions de FBu, soit 5,75 mille d'USD.

Il est projeté la construction du réseau d'AEP Kobero, d'AEP Matana par forages, d'AEP du centre Kayogoro par forages, d'AEP du poste Gasenyi, d'AEP du centre Kirundo par forages, d'AEP du centre Gisuru et d'AEP Tenga-Rubirizi et Gahahe. Cela pour un coût global de ré-

alisation de ces actions d'au moins 66,079 milliards de FBu, soit 35,626 millions USD.

La construction des réservoirs de stockage et de distribution de l'eau potable au centre de la Société Suciériste du Moso (SOSUMO), à Rugombo et à Mwaro ainsi que la protection du réservoir de 2400m³ de Gihosha rural figure parmi les solutions proposées. Le coût estimatif de la réalisation de ces actions est évalué à 3,180 milliards de FBu, soit 1,715 millions USD.

Il en est de même de la réhabilitation du réseau d'eau potable de la ville de Bujumbura. Son coût global de réalisation est évalué à 10 milliards de FBu, soit 5,393 millions USD.

L'analyse et le traitement de l'eau potable ont été planifiés pour un coût global de réalisation de 25 milliards de FBu, soit 13,478 millions USD.

Des planifications jusqu'en milieu rural

Dans les actions à mener en milieu rural, il est évoqué la construction, l'extension et la réhabilitation de 500 Adductions d'Eau Potable à travers tout le pays. Cela sur un linéaire de 11500 km.



A défaut d'eau potable, les habitants de la colline Rukana I, commune Rugombo, province de Cibitoke se rabattent sur l'eau de la rivière Ruhwa.

Le coût de ces actions est évalué à 451,282 milliards de FBu, soit 243,294 millions USD.

Un montant de 39,442 milliards de FBu, soit 21,264 millions USD est préconisé pour la construction et la réhabilitation de 670 puits (forages) dans les zones à faibles potentialités en ressources en eau.

La construction et la réhabilitation de 16 426 sources aménagées, dont 1260 pour la province de Bujumbura, 1540 pour la province de Gitega, 840 pour la province de Rutana, 980 pour la province de Ruyigi, 704 pour la province de Cankuzo, 985 pour la province de Karusi, 830 pour la province de Muyinga, 980 pour la province de Kirundo, 1260 pour la province de Ngozi, 1269 pour la province de Kayanza, 846 pour la province de Cibitoke, 735 pour la province de Bubanza, 865 pour la province de Mwaro, 728 pour la province de Muramvya, 860 pour la province de Bururi, 904 pour la province de Makamba et 840 pour la province de Rumonge sont dans le viseur de la planification.

Le montant nécessaire pour l'exécution serait de 65,046 milliards de FBu, soit 35,067 millions USD.

Cela sans oublier la construction de 20 AEP par pompage dont un dans la province de Bubanza, deux dans la province de Cankuzo, deux dans la province de Gitega, deux dans la province de Karusi, un dans la province de Cibitoke, deux dans la province de Kirundo, deux dans la province de Makamba, trois dans la province de Muyinga, deux dans la province de Ngozi, deux dans la province de Rutana et un dans la province de Ruyigi et la réhabilitation de 36 AEP par stations de pompage dans les provinces de Kirundo, Muyinga, Bubanza, Cankuzo, Rutana, Ngozi, Ruyigi, Gitega, Kayanza et Bururi.

Cela pour un montant total estimé à 75,48 milliards de FBu, soit 40,693 millions USD.

Le document envisageait l'acquisition de 80 000 tuyaux et accessoires, 130 000 sacs de ciment et 78 000 fers à béton pour la construction des réseaux des AEP sur un linéaire de 580 km. Cela dans le cadre des travaux de développement communautaires pour un montant de 15 milliards de FBu, soit 8,087 millions USD.

920 études de faisabilité des projets d'AEP devraient être réalisés, dont 72 dans la province de Bujumbura, 77 dans la province de Gitega, 48 dans la province de Rutana, 49 dans la province de Ruyigi, 42 dans la province de Cankuzo, 56 dans la province de Karusi, 56 dans la province de Muyinga, 50 dans la province de Kirundo, 72 dans la province de Ngozi, 72 dans la province de Kayanza, 50 dans la province de Cibitoke, 42 dans la province de Bubanza, 48 dans la province de Mwaro, 40 dans la province de Muramvya, 48 dans la province de Bururi, 50 dans la province de Makamba et 48 dans la province de Rumonge.

Cela pour un montant de 5,52 milliards de FBu, soit 2,976 millions USD. Le suivi de la qualité de l'eau pour 2 000 échantillons prélevés à travers tout le pays a été programmé pour un montant de 4,5 milliards de FBu, soit 2,426 millions USD.

La consommation d'une eau qui n'est pas potable expose le consommateur aux maladies diarrhéiques comme le choléra, la dysenterie...

Mélance Maniragaba

Corridor Central : un Corridor imposant en import-export à rentabiliser

Le nouveau ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux déclare que le réseau routier Burundais axé sur le Corridor Central doit être rénové. Cela pour faciliter l'accès facile des marchandises produites localement au marché international et l'arrivée à moindre coût des importations



Capitaine Dieudonné Dukundane (à gauche), ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux : « Pour rendre notre économie compétitive, nous devons rentabiliser les voies routières du Corridor Central où passent environ 600 mille tonnes de marchandises par an ».

« Sur 800 mille tonnes de marchandises que ce pays importe annuellement, 600 mille tonnes passent par les axes routiers et lacustres du Corridor Central », indique Capitaine Dieudonné Dukundane, ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux lors de la remise et reprise, samedi le 12 septembre 2022.

Pour lui, le poids des camions qui transportent ces marchandises exerce une pression sur les routes du Corridor Central où passent plus de 95% des importations et exportations du pays. Du côté Burundais, explique Capitaine Dukundane, les axes concernés sont l'axe Kibanga (Tanzanie)-Kobero-Bujumbura (Burundi) et l'axe Manyovu (Tanzanie)-Mugina-Bujumbura (Burundi).

« De plus, notre réseau routier va être bientôt saturé. Il est construit par ailleurs, sur un relief accidenté qui ne permet pas sa pérennité », fait remarquer le ministre entrant.

Le chemin de fer, une des alternatives pour faire face à la pression exercée sur les routes

Le ministre entrant des Infrastructures,

de l'Équipement et des Logements Sociaux précise que pour répondre à la problématique du transport des marchandises, il existe des alternatives dont la construction du chemin de fer à écartement standard reliant la Tanzanie, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) sur plus de 2 000 km. La coordination et la facilitation de ce projet de chemin de fer sont assurées par le Corridor Central.

« Nous allons tout faire pour faire aboutir ce projet important. C'est un

projet coûteux, qui n'a jamais existé, mais qui vaut la peine d'être exécuté pour désenclaver le pays », explique Capitaine Dukundane. Dans la loi budgétaire, exercice 2022-2023, plus de 200 milliards de FBu ont été alloués à la construction de celui-ci, tronçon Malagarazi-Musongati-Gitega.

Par ailleurs, fait-il remarquer, les entreprises qui s'apprentent à soumissionner ont visité dans la semaine du 12 septembre le tracé proposé pour compléter leurs offres.

« Le Burundi et la Tanzanie ont déjà lancé les appels d'offre pour la construction de ce chemin de fer. Une fois l'exercice terminé, le marché pourra être attribué dans un proche avenir », renchérit-il avant de rappeler qu'il faut développer également le transport sur le lac Tanganyika.

Régulation de la charge et du trafic

« Sur les 800 millions USD que ce pays engage chaque année dans l'importation des biens et des services, plus de 160 millions USD sont dépensés dans le carburant », signale Capitaine Dukundane avant de déplorer que maintenant on met 2 heures et demie voire plus pour effectuer le trajet Bujumbura-Gitega, un trajet qu'on peut effectuer en 1 heure si la route est en bon état avec moins de trafic. Ce qui n'est pas le cas.

« Si les gens commencent à passer 2 heures et demie sur l'axe Bujumbura-Gitega, imaginez le nombre de véhicules qui sont coincés sur la route et la quantité de carburant consommée ! C'est plutôt de l'argent qu'on perd », regrette le ministre en charge des Infrastructures.

Il annonce qu'on peut réfléchir selon les périodes en terme des sens unique pour ces poids lourds pour les axes qui sont beaucoup fréquentés.

« On peut également réguler la charge qu'on met sur le réseau routier. Les gens qui outrepassent le poids requis ont des pénalités à payer pouvant alimenter un fonds pour la réhabilitation des routes. Les usagers de ce réseau routier doivent également participer à la réhabili-

tation de ce dernier », signale Capitaine Dukundane.

Il rassure de la réhabilitation du réseau routier du Corridor Central du côté burundais. Ce qui permettra que les marchandises accèdent facilement au marché international et que les importations arrivent à moindre coût et, partant, que le marché soit compétitif.

Une pression énorme sur la terre et un coût élevé pour les constructions

A part la rentabilisation des voies du Corridor Central du côté burundais, Capitaine Dukundane informe les terres agricoles ne devraient pas être utilisées à des fins de logement. Ce qui impactera les habitations des générations futures d'ici 50 ans.

Et de marteler : « Pourtant, l'homme peut habiter en hauteur, mais il ne peut pas cultiver en hauteur ».

Il tranquillise que même si construire en hauteur coûte cher, il y a moyen d'atténuer les dépenses en faisant la promotion des matériaux locaux de construction, en appliquant les mesures d'atténuation des dépenses pour les matériaux de construction importés...

Et de conclure : « Le secteur des infrastructures que ce soit les routes ou le chemin de fer sont des outils qui permettent aux producteurs agricoles et industriels d'acheminer leurs produits au marché ».

Le nouveau ministre certifie qu'il va penser à un nouveau mode de financement complémentaire de ce secteur afin d'en tirer profit.

Mélance Maniragaba

DEVELOPPEMENT

Vers l'aménagement d'un port autonome ?

Le conseil des ministres du 31 août 2022 a qualifié le projet de construction et d'exploitation d'un port autonome et d'un chantier naval un projet intéressant qui cadre avec le plan d'aménagement intégré du littoral du lac Tanganyika. Toutefois, ce projet vient au moment où le littoral du lac Tanganyika est sous exploité en matière de transport. Il ne dispose que du port de Bujumbura en cours de réhabilitation et des points d'embarcation de Rumonge et de Kabonga



Le terrain demandé pour être utilisé dans la construction d'un port autonome et d'un chantier naval à Kajaga n'a pas été octroyé, car c'est un milieu touristique. Pourquoi ne pas exploiter les terrains existants comme le port de Rumonge ou comme le port de Kabonga.

C'est le président du conseil d'administration du port autonome de Bujumbura qui a formulé le 29 janvier 2022 une demande d'un terrain destiné à abriter le projet de construction et d'exploitation d'un port autonome et d'un chantier naval sur le lac Tanganyika. Le terrain visé relève du domaine public de l'Etat. Il est situé à Kajaga, commune Mutimbuzi dans la province de Bujumbura.

Selon le communiqué du conseil des ministres du 1er septembre 2022, la société « Port Autonome de Bujumbura » est un regroupement de deux sociétés de droit burundais, à savoir : la « Canadian Total Logistic » issue de la diaspora burundaise au Canada, et la société coopérative « SOCIBUA-ABAHIZI ». Ladite société a l'ambition de construire un port autonome répondant aux normes internationales des ports en eau profonde.

« Ce projet cadre avec le plan d'aménagement intégré du littoral du lac Tanganyika (c'est un plan qui vise l'aménagement du littoral du lac Tanganyika). Il priorise une solution qui permet d'améliorer, de rendre viable, de protéger les investissements et d'exploiter ce littoral de manière coordonnée et dans de bons endroits », lit-on dans le communiqué du conseil des ministres avant d'annoncer que cette nouvelle société a réuni des moyens financiers et techniques adéquats pour réaliser ce projet.

Une cession non honorée

Bien que le conseil des ministres ait trouvé le projet intéressant, il a estimé que le terrain demandé,

d'ailleurs proche du port de Bujumbura, est un milieu touristique. D'où, il a recommandé d'identifier un autre terrain.

A part cela, le conseil des ministres aimerait que l'exécution de ce projet soit faite dans un cadre de partenariat public-privé. Cela tout en demandant également de déterminer les délais de réalisation de ce projet une fois le terrain accordé.

Et de renchérit : « Ce projet vient pour répondre aux défis liés au manque de lieux de construction et de réparation des bateaux sur le lac Tanganyika, aux difficultés de ravitaillement en marchandises au Burundi en particulier et dans de nombreuses autres villes de la sous-

région en général et à la création de nouveaux emplois directs permanents ».

Des besoins urgents en matière de transport sur le lac Tanganyika

La flotte burundaise souffre du manque des paquebots utilisés pour transporter les personnes. Le port de Rumonge et le port de Kabonga installés sur le littoral du lac Tanganyika sont pour le moment des points d'embarcation.

Julienne Bakenda Mutabihirwa, directrice de « Shegema Shipping Company », une agence de transport œuvrant au port de Kigoma témoigne que la modernisation du

port de Rumonge peut contribuer au développement du transport des marchandises entre le Burundi, la Tanzanie et la RDC.

« Actuellement, un gros bateau d'une capacité de 1500 tonnes ne peut pas accoster sur le port de Rumonge. Seuls les petits bateaux d'une capacité de 150 tonnes et dont les produits transportés sont exposés aux intempéries et à la pluie, car n'ayant pas de toiture dure, accostent sur le port de Rumonge. Ce qui ne sécurise pas les produits transportés », déplore-t-elle.

Tel est le cas pour le port de Kabonga qui ne dispose pas d'infrastructures pour accueillir les gros bateaux.

Malgré cela, un projet de réhabilitation et de modernisation du port de Bujumbura d'une capacité de 500 mille tonnes est en cours.

L'accord de financement de ce projet a été signé en 2019. Le budget pour exécuter ce projet est de 31 millions USD octroyé par le Japon. Les travaux seront exécutés par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). La réhabilitation du port de Bujumbura concerne la construction d'un terminal à conteneurs et d'un chantier naval, le dragage du bassin portuaire et la déviation du canal de Buyenzi.

Les experts estiment qu'avant d'initier de nouveaux projets de transport sur le lac Tanganyika, vaut mieux commencer par revitaliser les ports en place.

Mélance Maniragaba

Fixation des prix du ticket de transport

Que le gouvernement ramène les chauffeurs à l'ordre!

La spéculation sur la fixation des prix du ticket de transport persiste dans différents parkings de la municipalité de Bujumbura. Les passagers alertent et demandent au gouvernement de ramener les chauffeurs à l'ordre

Nous sommes mercredi le 14 septembre 2022 au parking des véhicules de transport rémunéré situé au marché connu sous le sobriquet de marché Cotebu. Vers 11h, ce parking grouille de monde. Une noria de véhicules y est garée. Plusieurs rabatteurs sont à l'œuvre. Ils restent les yeux braqués sur toute personne qui débarque à cet endroit. S'ils voient quelqu'un, ils l'approchent pour lui demander là où il veut aller et lui indiquer le bus à prendre selon son choix entre un minibus de type «Hiace» et une voiture de marque «Probox». Et la dernière démarche est la négociation du prix du ticket. Selon les informations recueillies sur place, la fixation du prix du ticket est un casse-tête. Il y a du désordre. Chaque rabatteur le fait comme il veut au vu et au su de tout le monde. On le fait comme s'il s'agissait d'un secret, car on empêche le passager de divulguer le prix du ticket convenu.

Pour les gens qui se déplacent vers la province de Ngozi, le prix du ticket de transport varie entre 15 000 et 20 000 FBu dans la voiture Probox. Pour le Hiace, le prix oscille entre 10 000 FBu et 15 000 FBu. Pour ceux qui quittent Bujumbura vers la province de Gitega, le prix du ticket varie entre 12 000 et 15 000 FBu dans la voiture Probox. Mêmement dans



Les passagers demandent au ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique de ramener à l'ordre tous les chauffeurs qui ne respectent pas les prix officiels du ticket de transport.

le minibus Hiace. Pour les passagers qui empruntent la RN9 pour aller à Bubanza, le prix du ticket varie entre 3500 et 6000 FBu.

Les passagers lancent un cri d'alerte

Les passagers s'inquiètent du fait que les chauffeurs s'adonnent à une spéculation outrancière. Selon Micheline Ciza rencontrée au parking de Cotebu, le déplacement vers l'intérieur du pays devient de plus en plus intenable pendant la période de pénurie du carburant. Pour venir à Bujumbura, il lui faut plus de 100 000 FBu, déplore-t-elle. Jean Claude Mvuyekure rencontré à ce même endroit abonde dans le même sens. Selon lui, il y a un désordre consacré dans la fixation du prix

du ticket de transport. Et d'ajouter que la situation devient chaotique pendant les week-ends. Le prix du ticket peut même passer du simple au double, car les passagers qui veulent aller participer à différentes cérémonies à l'intérieur du pays sont nombreux.

Ces passagers demandent au ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique de ramener à l'ordre tous les chauffeurs qui ne respectent pas les prix officiels du ticket de transport comme l'a fait le conseiller chargé du développement du gouverneur de la province de Gitega lundi le 12 septembre 2022. Il a infligé des amendes à certains chauffeurs qui se sont arrogés le droit de revoir à la hausse les prix du ticket et a demandé aux passag-

ers de signaler chaque fois qu'il y a un chauffeur qui fixe un prix du ticket non reconnu par la loi. Les chauffeurs qui se sont entretenus avec Burundi Eco font savoir que cette situation est liée à la pénurie du carburant. Pour ne pas déposer le tablier, ils se rabattent sur le marché noir. Et là-bas, le coût de l'or noir est prohibitif.

Cet imbroglio inextricable s'observe au moment où les prix officiels du ticket de transport sont connus par tout le monde. Ils sont fixés à 2000 FBu pour l'itinéraire Bujumbura-Muzinda, à 2500 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Gitega, Muyinga - Kobero et Ngozi - Masanganzira. Il est fixé à 3000 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Gihanga, Bujumbura - Musenyi, Ngozi - Kayanza et Ruyigi - Cankuzo, et à 3500 FBu pour l'itinéraire Bujumbura - Bugarama.

Pour les itinéraires Bujumbura - Bubanza, Bujumbura - Buganda, Bujumbura - Magara, Rutana - Gihofi et Karusi - Muyinga, le prix du ticket de transport est fixé à 4000 FBu, tandis qu'il est fixé à 4500 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Ijenda, Bujumbura - Minago et Gitega - Kibumbu. Le prix de transport rémunéré est désormais fixé à 5000 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Bukeye et Bujumbura - Muramvya, et à 5500 FBu pour Gitega - Mwaro. Le prix du ticket de transport est fixé à 6000 FBu pour Bujumbura - Rugombo et Bujumbura - Rumonge, à 6500 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Mugamba, Bujumbura - Mwaro, Gitega - Karusi, Gitega - Rutana, Gitega - Ruyigi, Gitega - Ngozi, Cankuzo - Muyinga, Rutana - Makamba, Ngozi - Muyinga, et Ngozi - Kirundo.

Pour les itinéraires Bujumbura - Nyeshenza et Bujumbura - Kibumbu, les prix du ticket de transport sont respectivement fixés à 7 000 FBu et à 7 500 FBu tandis que le prix du ticket de transport pour les itinéraires Bujumbura - Gitega, Bujumbura - Bururi, Bujumbura - Kayanza, Bujumbura - Mabayi et Bujumbura - Matana, est fixé à 8000 FBu et à 8500 FBu pour les itinéraires Gitega - Cankuzo et Gitega - Muyinga.

Selon toujours ce communiqué, le prix du ticket de transport est désormais fixé à 9500 FBu pour l'itinéraire Bujumbura - Kiremba Sud à 11 000 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Bukirasazi, Bujumbura - Gishubi, Bujumbura - Kivuruga, Bujumbura - Mabanda et Bujumbura - Rutana, et à 12000 FBu pour les itinéraires Bujumbura - Masanganzira et Bujumbura - Karusi. A travers le même communiqué, le prix du ticket est fixé à 12 500 FBu pour Bujumbura - Buraza, Bujumbura - Makamba, à 13 500 FBu pour Bujumbura - Kirundo et Bujumbura - Muyinga, à 14 000 FBu pour l'itinéraire Bujumbura - Ruyigi, à 15 000 FBu pour l'itinéraire Bujumbura - Kobero et à 16 000 FBu pour Bujumbura - Cankuzo.

Notons qu'une des associations de la société civile qui milite pour la protection des droits des consommateurs s'inquiète du fait que la spéculation est devenue une habitude pour certains commerçants. Elle demande au gouvernement de combattre avec la dernière énergie cette mauvaise attitude qui bafoue les droits des consommateurs.

Jean Marie Vianney Niyongabo

EDUCATION

Enseignement supérieur public

Une porte d'accès se rétrécit de plus en plus

L'accès à l'enseignement supérieur au Burundi devient de plus en plus exigeant. Peu de lauréats de l'Examen d'Etat, édition 2021 remplissent les conditions d'accès établies par le ministère en charge de l'éducation. Les enseignants et les lauréats concernés suggèrent à ce ministère de surseoir à l'exécution cette décision et de considérer des notes raisonnables

La porte menant vers l'enseignement supérieur public devient de plus en plus infranchissable. Les notes minimales requises pour accéder aux deux institutions d'enseignement supérieur publiques, à savoir l'Université du Burundi et Ecole Normale Supérieure (ENS) pour les lauréats de l'Examen d'Etat, édition 2021 ont été rendus publics par le Ministère de l'Education et de la Recherche Scientifique.

Beaucoup de réussites, mais peu d'élus

Certains enseignants et lauréats concernés déplorent que le ministère ayant l'éducation dans ses attributions a placé la barre plus haut en considérant les notes minimales les plus exorbitantes. A cet effet, peu seront ceux qui pourront bénéficier de l'enseignement supérieur public malgré un effectif un

Section	Minima %	Section	Minima %
Agriculture	86.50	Informatique de gestion	80.10
Art plastique	76.60	Informatique de Maintenance	73.90
Assistance sociale	80.20	Informatique de Télécommunication	73.5
Assainissement	77.90	Juridique	84.80
Banque et assurance	77.80	Langues	77.40
Biochimie et Science de la terre	83.60	Laboratoire	69.40
Conducteur des travaux	90.60	Maths-Physique-Technologie	78.30
Dessinateur projecteur	79.10	Mécanique Générale	63.30
Eau et Forêt	92.50	Nutrition et Diététique	69.60
Economie Politique	77.30	Pédagogique	79.30
Electricité Industrielle	72.50	Pharmacie	61.10
Electromécanique	71.20	Sciences sociales et humaines	65.50
Electronique	68.20	Soins infirmiers	85.50
Gestion comptabilité	84.10	Secrétariat	81.10
Génie Rural	83.30	Technique d'habillement	82.10
Géomètre topographe	77.20	Technologie industrielle Agro-Alimentaire	80.90
Hôtellerie et Restauration	89.40	Vétérinaire	87.60
Hôtellerie et Tourisme	72.70	Hydraulique	87.30
Economie Familiale	80.60		

peu élevé de ceux qui ont droit au diplôme d'Etat.

Selon les statistiques recueillies par nos confrères de la Voix de l'Enseignant, 6074 lauréats de

la section Langues ont droit à un diplôme d'Etat. Donc ils ont obtenu 50% et plus. Parmi ceux-ci, seuls 299 soit 4.9 % pourront accéder à l'enseignement supérieure Public. Dans la section Sciences (Biologie-

Chimie-Sciences de la Terre), 7116 auront droit au diplôme d'Etat, mais seuls 401 soit 5.6% pourront avoir accès à l'enseignement supérieur public. Et pour la section de Conducteur des travaux, 499 lauréats ont eu la note de 50%. Seuls 30, soit 6% pourront accéder à l'enseignement supérieur Public.

Pourquoi tant d'exigences ?

A part ces notes qui ne sont pas à la portée de tout le monde, l'édition 2021 a tant de particularités. «Une sélection basée sur l'excellence (résultats à l'examen d'Etat) et la vérification des prérequis (formation de base) sera opérée par les deux institutions après inscription provisoire. Une deuxième présélection sera organisée sur base des deuxièmes et troisièmes choix du lauréat. A la fin du processus, ceux qui pour une raison ou une autre n'auront pas obtenu une des trois filières de leur choix seront orientés dans les filières disponibles dans le respect de leur formation de base et des capacités d'accueil et d'encadrement», lit-on dans un communiqué du ministère en charge de l'éducation

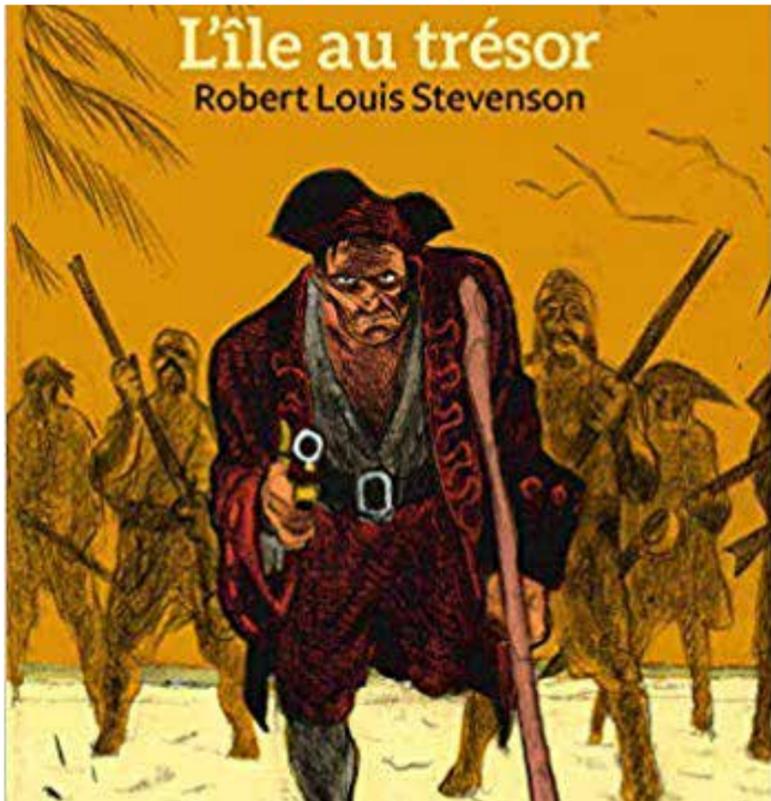
Ce communiqué parle d'une capacité d'accueil qui impose cette sélection en étages. Selon certains enseignants, considérer des notes aussi exorbitantes serait une façon de limiter les entrées dans ces deux institutions d'enseignement supérieur Public. Une autre source parle

plutôt d'une façon d'accueillir un effectif proportionnel à la capacité de prise en charge de ces deux institutions. Une autre cause, selon lui, serait de diminuer les effectifs des étudiants afin de minimiser les frais de pré bourses octroyés aux étudiants de ces deux institutions.

Que sera alors le sort de la majorité qui reste ?

L'enseignement supérieur au Burundi est réservé de plus en plus soit aux hyper doués qui peuvent accéder aux institutions d'enseignement supérieur public ou aux super fliqués qui ont la possibilité de payer le minerval exigé dans les différentes universités privées et toutes les autres dépenses y relatives. Mais quel sera le sort de ces rejetés de l'enseignement supérieur public ? Seraient-ils tous à mesure de se faire inscrire dans les universités privées, compte tenu de la misère dans laquelle vit la majorité des Burundais ? Toutefois, nos sources demandent au ministère en charge de l'éducation de surseoir à l'exécution cette décision et de considérer des notes raisonnables. Cette décision permettrait de prendre en considération cette majorité qui ne pourra pas accéder à l'enseignement supérieur pas parce qu'ils ont échoué, mais parce que la barre a été placée plus haut. « Comment expliquer qu'un élève a échoué avec 90% voire plus ? », se demande un enseignant.

Florence Inyabuntu



« L'île au trésor »

(Roman d'aventure de Robert Louis Stevenson)

– Livesey, il faut que ce soit vous ou Hawkins ! protesta M. Trelawney.

– Peu importe qui c'est ! » répondit le docteur.

Et je vis bien que ni lui ni le capitaine n'attribuaient grande importance aux dénégations du squire. Moi non plus, à vrai dire : il était si bavard ! et cependant je crois qu'il avait raison, cette fois, et que, pas plus que nous autres, il n'avait indiqué la position de l'île.

« Je disais donc, messieurs, reprit le capitaine, que j'ignore où et en quelles mains se trouve cette carte. Mais je demande formellement qu'on ne la communique ni à M. Arrow ni à moi. S'il en était autrement, je prendrais la liberté de donner ma démission.

– Si je vous comprends bien, dit le docteur, vous déclinez toute responsabilité à cet égard, et vous demandez que nous fassions de l'arrière une sorte de citadelle, avec les domestiques personnels de M. Trelawney pour garnison, et le monopole exclusif de toutes les armes et munitions... En d'autres termes, vous craignez une révolte.

– Monsieur, répliqua le capitaine, je n'ai pas l'intention de me fâcher, mais il ne faut pas me faire dire ce que je ne dis pas. Un capitaine n'aurait pas le droit de prendre le large s'il avait des raisons positives de craindre pareille chose et, pour mon compte, je ne le ferais pas. Je suis persuadé que M. Arrow est un honnête homme.

J'en dis autant d'une partie de l'équipage, et je veux bien croire qu'on pourrait en dire autant du reste, que je ne connais pas. Mais je suis responsable du navire, responsable de la vie du dernier homme qui s'y trouve. Il me paraît que tout ne va pas comme il le faudrait ; je vous demande de prendre certaines précautions ou de me laisser résilier mon engagement, – voilà tout.

– Capitaine Smollett, dit le docteur en riant, avez-vous jamais entendu parler de la fable : la Montagne et la Souris ? Vous me le pardonnerez, j'en suis sûr, mais vous me rappelez cette fable. Je parie ma perruque qu'en entrant ici, tout à l'heure, vous ne comptiez pas vous en tenir à cette conclusion ?

– C'est vrai, répliqua le capitaine.

En entrant ici, je m'attendais à une rupture. Je ne pensais pas que M. Trelawney voulût entendre un mot.

– Et vous aviez diantrement raison ! s'écria le squire. Si Livesey ne s'était pas trouvé là, je vous aurais envoyé au diable. Quoi qu'il en soit, je vous ai écouté et je ferai ce que vous désirez. Mais je ne puis dire que ma confiance en vous en soit augmentée.

– À votre aise, monsieur, dit le capitaine. Il me suffit de faire mon devoir. » Et sur ce, il prit congé.

« Trelawney, dit le docteur quand il l'eut vu partir, vous avez dépassé toutes mes prévisions ! Je crois, sur ma parole, que vous avez réussi à engager deux honnêtes gens, cet homme et John Silver.

– Parlez de John Silver si vous voulez, riposta

le squire. Mais, quant à cet intolérable hâbleur, je déclare que sa conduite est, à mon sens, fort peu digne d'un marin anglais.

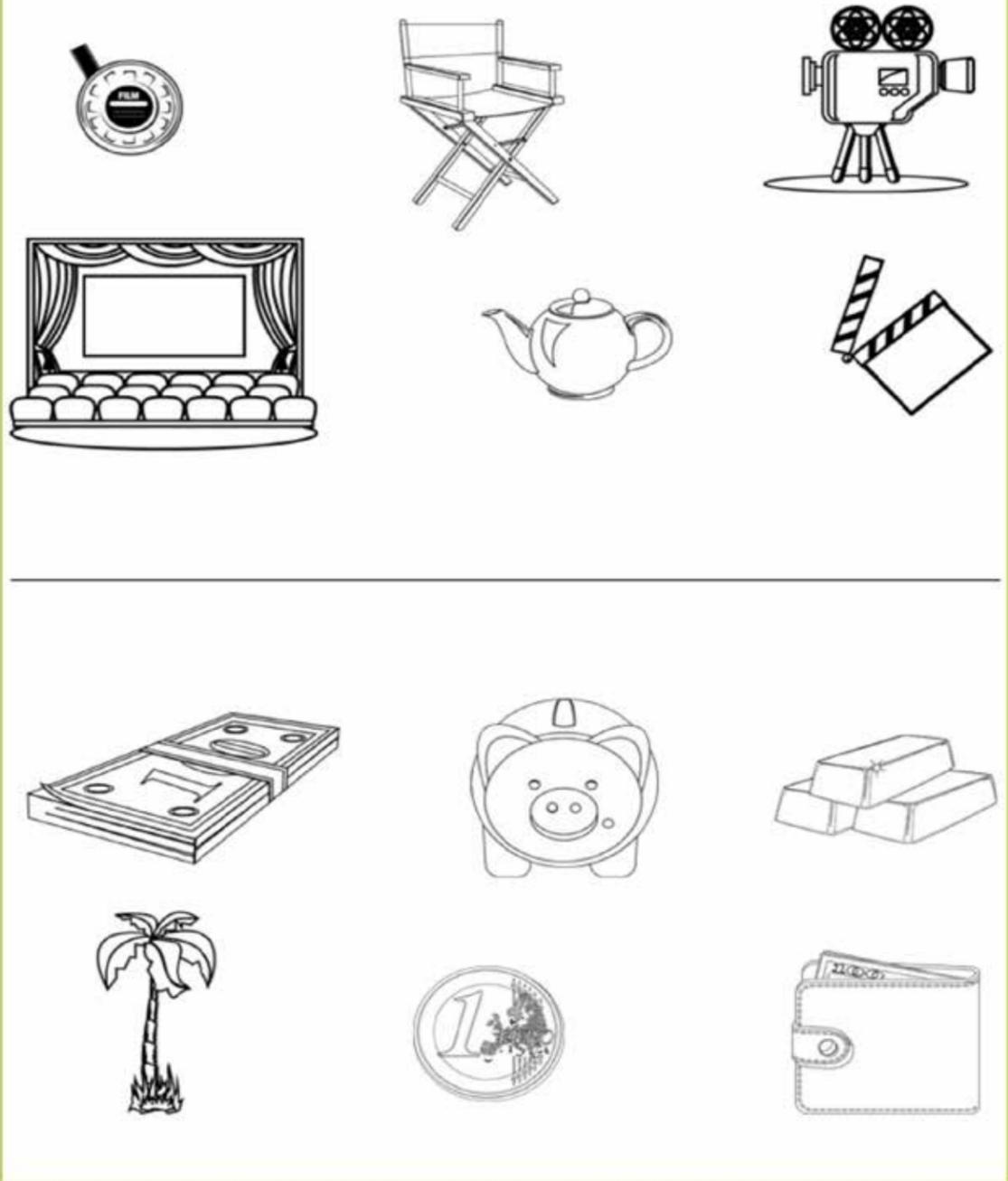
– Nous verrons, dit le docteur, nous verrons. »

On monta sur le pont. Les hommes avaient déjà commencé de changer l'arrimage des armes et de la poudre, et procédaient à cette opération en s'accompagnant de leur mélodée ordinaire. Le capitaine la surveillait en personne, avec M. Arrow. J'approuvais entièrement les nouveaux arrangements. Il faut savoir que le plan intérieur du schooner était tout particulier.

On avait établi six cabines à l'arrière dans ce qui formait primitivement le tiers postérieur de l'entrepont, et cette suite de cabines ne communiquait avec l'avant que par une coursive grillée, du côté de bâbord. Ces cabines étaient d'abord destinées au capitaine, au second, à M. Trelawney, au docteur, à Joyce et à Hunter. Il resta convenu que Redruth et moi viendrions occuper celles de M. Arrow et du capitaine, qui seraient logés sur le pont, dans la grande cabine, ainsi transformée en une sorte de poste avancé.

Il y avait toute la place nécessaire pour y accrocher deux hamaacs, et M. Arrow ne dissimula pas la satisfaction que lui donnait cette mesure. Lui aussi, peut-être, il avait ses doutes sur l'équipage.

Trouve l'intrus qui se trouve dans chacune des 2 séries d'images



Mais, quelle que fût à cet égard son opinion, nous ne devons pas avoir longtemps le bénéfice de ses lumières, comme on le verra bientôt.

Nous étions encore en train de procéder à ce déménagement, quand les deux ou trois matelots qui restaient à embarquer arrivèrent, en compagnie de John Silver, dans un canot du port. Le cuisinier escalada l'échelle avec l'agilité d'un singe. Il n'eut pas plutôt vu ce qui se passait, qu'il voulut savoir à quoi s'en tenir :

« Holà ! camarades, que faites-vous donc ? demanda-t-il.

– Nous changeons la poudre de place, lui répondit un des matelots.

– Diable !... Mais nous allons manquer la marée ! s'écria John Silver.

– C'est moi qui commande ici, dit le capitaine.

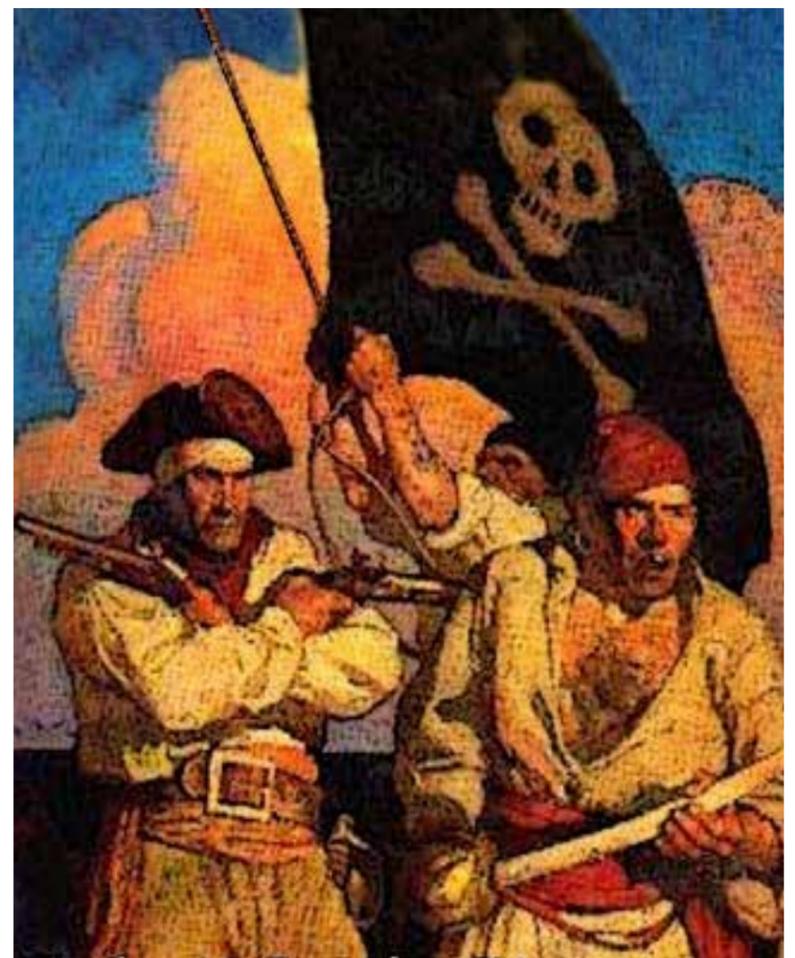
Vous ferez bien de descendre à vos fourneaux, mon brave homme. L'équipage ne sera pas fâché de souper tout à l'heure.

– On y va, capitaine, on y va, répondit le cuisinier en tirant en guise de salut une mèche de ses cheveux et se dirigeant vers l'écouille.

– Celui-ci est un honnête garçon, capitaine, affirma le docteur.

– Je ne demande pas mieux, répliqua le capitaine Smollett. En douceur, mes gars, en douceur ! » poursuivit-il en s'adressant aux hommes qui manipulaient les barils de poudre.

Et soudain, me voyant occupé à examiner l'une des deux couleuvrines dont nous étions armés, longue



pièce de neuf en cuivre, il me prit à partie :

« Holà, moussaillon, n'as-tu rien à faire, que tu restes là à bayer aux corneilles ? Fais-moi le plaisir de débarrasser le plancher et d'aller demander du travail au cuisinier... »

Et, comme je détaçais sans demander mon reste, je l'entendis qui disait au-docteur :

« Je ne veux pas de favoris sur mon navire !... »

J'étais déjà de l'avis du squire sur le capitaine, et je le détestais cordialement.

La suite de "L'île au trésor"...à lire la semaine prochaine.

Sélection de programmes de télévision

lundi 19 septembre 2022 à 21h00



Film: American Sniper

Genre : Biographie
Durée : 105 mn
Réalisateur : Pierre-François
Nationalité : France
Année : 2019

Forcés de fuir son Bangladesh natal, le jeune Fahim et son père quittent le reste de la famille pour Paris. Dès leur arrivée, ils entament un véritable parcours du combattant pour obtenir l'asile politique, avec la menace d'être expulsés à tout moment...

mardi 20 septembre 2022 à 22h20



Doc: Échappées en Pyrénées-Atlantiques

Genre : Découverte
Durée : 95 mn
Présenté par : Jérôme Pitorin
Nationalité : France

Jérôme Pitorin va passer un été à sillonner les routes des Pyrénées. Au volant de sa petite 2cv, il ira à la rencontre des saisonniers qui font vivre ces montagnes et les rendent si attrayantes. Parce que les Pyrénées ne se limitent pas qu'au massif montagneux, sa route le mènera des vagues...

mercredi 21 septembre 2022 à 20h55



Film: Marguerite

Genre : Drame
Durée : 125 mn
Réalisateur : Xavier Giannoli
Nationalité : France
Année : 2015

Marguerite, fantasque comtesse, possède, en abondance, du temps et de l'argent. Dans sa propriété, servie par une armée de domestiques, son quotidien alterne entre des séances photo de pseudo-reconstitutions historiques et de longues sessions de chant lyrique...

jeudi 22 septembre 2022 à 20h35



Doc: Le gang des suricates

Genre : Animalier
Durée : 50 mn
Réalisateur : Virginia Quinn
Nationalité : Etats-Unis

Dans le désert de Kalahari, vivent des chasseurs, grands et petits. Un courageux clan de suricates lutte pour survivre dans ce monde hostile, grâce à un efficace travail d'équipe. Confrontés à des chacals, des serpents et des rapaces, ainsi qu'à la rudesse du climat désertique...

vendredi 23 septembre 2022 à 20h50



Film: La planète des singes : les origines

Genre : Science-fiction
Durée : 100 mn
Réalisateur : Rupert Wyatt
Nationalité : Etats-Unis
Année : 2011

Dans un laboratoire, des scientifiques expérimentent un traitement sur des singes pour vaincre la maladie d'Alzheimer. Mais leurs essais ont des effets secondaires inattendus : ils découvrent que la substance utilisée permet d'augmenter radicalement l'activité cérébrale de leurs sujets...

samedi 24 septembre 2022 à 22h40



Film: Crocodile Dundee 2

Genre : Aventures
Durée : 120 mn
Réalisateur : John Cornell
Nationalité : Australie
Année : 1988

Après avoir quitté le bush australien, Mick Dundee, dit «Crocodile», vit désormais à New York en compagnie de son amie, la journaliste Sue Charlton. Mais il s'ennuie et l'occasion de se dégourdir se présente lorsque Luis Rico, un gros trafiquant de drogue colombien, est surpris en flagrant délit...

dimanche 25 septembre 2022 à 20h50

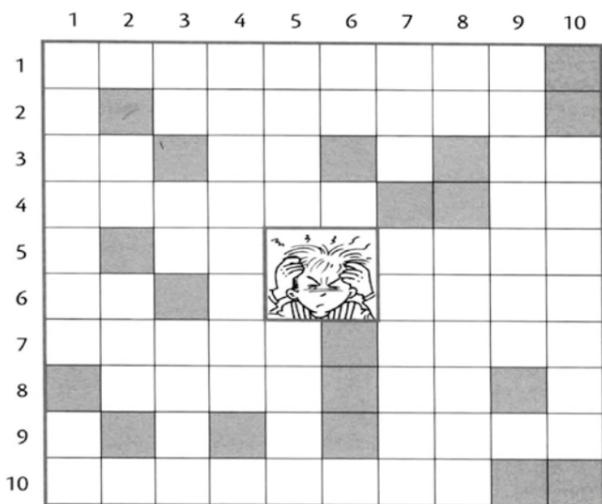


Film: Les fils de l'homme

Genre : Science-fiction
Durée : 110 mn
Réalisateur : Alfonso Cuarón
Nationalité : Angleterre
Année : 2005

En 2077, l'humanité a épuisé toutes les ressources de la planète. La dernière naissance remonte à près de vingt ans, et le désespoir a engendré à travers le monde un climat de violence, d'anarchisme et de nihilisme exacerbé. La Grande-Bretagne est le seul pays à avoir évité cette descente...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1. Il y a l'ancien et le nouveau • 2. Bistrot • 3. Bonne action • Pronom réfléchi • Adj. possessif • 4. Travail du sol avec une charrue • Métal précieux • 5. Du verbe « boire » • Prince musulman • 6. À le • Office de 15 h • 7. Usé, hors d'... • Épreuve • 8. Marque l'accompagnement • Pronom personnel • 9. Choisis par élection • 10. Contraire de défaite

VERTICALEMENT

1. Peinture • Ultraviolet • 2. Voyelle double • Utilisa • 3. Saint • Consonne double • Marque le moyen • 4. Dessin sur la peau • 5. Fait d'avouer • Répétition d'un son (en montagne) • 6. Pronom réfléchi • 7. Époque • Complet • 8. Consonne double • ... épinière • 9. Ils ont vu quelque chose • 10. Tu cesses (tu t'...)

Proverbes

« La parole est une chose qui ne pourrait pas »

Les paroles ne s'oublient pas vite.
Proverbe malinké, Sénégal

« C'est la punaise de votre lit qui vous piquera »

Ce sont les gens de votre entourage qui vous causeront du tort.
Proverbe baluba, RDC

« Vous ne pouvez savoir si l'eau est froide que si vous la touchez »

l'expérience est le meilleur conseiller.
Proverbe ntomba, RDC

« Le riche ne danse jamais mal »

Le flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute.
Proverbe kamba, Kenya

« À ce qui décourage le corbeau, le vautour ne touche pas »

Le lâche n'affronte pas ce qui fait peur au brave.
Proverbe bayaka, RDC

« Celui qui veut le charbon, supporte la fumée »

Rien ne s'obtient sans effort.
Proverbe toucouleur, Sénégal

« Le baobab ne grandit jamais avec les premiers piquants »

L'adolescent mûrit avec les conseils des vieux.
Proverbe apinzi, Gabon

« Le porc-épic ne peut pas rentrer ses aiguilles »

On ne se débarrasse pas si vite de ses défauts.
Proverbe pygmée, Gabon

Mots croisés : Solution du numéro précédent

A L L I G A T O R S
N O U G A T * * O U
E C * * N * A M I E
M A R I T I M E * U
O T E R A M E R
N I * * S E C *
E O L E * O * * U N
* N O M B R I L * O
N * N E * A * * V U
A N G U I L L E * E

« L'épervier veut la chèvre, mais n'a pas la force de l'attraper »

Il faut avoir des ambitions proportionnelles à ses forces.
Proverbe mossi, Burkina Fasso



Votre Entreprise Bien en vue en 365 jours par an



SIÈGE:

📍 Chaussée d'Uvira, à 400 mètres de l'Ex-BINUB
 ☎ Fixe : +257 22 27 59 44
 📱 Mob : +257 61 103 103 / 79 10 11 11

AGENCE :

📍 Rohero II, Avenue Moso, No 23
 ☎ Fixe : +257 22 27 59 44
 📱 Mob : +257 61 103 103 / 79 10 11 11

COMMERCE

Régler les paiements uniquement en monnaie locale

Une mesure qui n'est pas respectée aux frontières

Depuis la réouverture de la frontière Ruhwa pour les passagers Burundais et Congolais qui y transitent avec l'agence Mapassa, le petit commerce a repris. Des points de rafraîchissement et d'approvisionnement en divers biens y ont été installés. Pour payer, les passagers utilisent la monnaie à leur disposition (les FBu, les USD, les FRw, les Francs Congolais) ... Ce qui est interdit par la réglementation des Changes de la Banque de la République du Burundi (BRB)

Malgré que les passagers ne viennent à compte-gouttes, à deux semaines de sa réouverture, la frontière de Ruhwa entre le Burundi et le Rwanda est plus ou moins mouvementée. On y rencontre les vendeurs de légumes, de maïs grillé, mais surtout de brochettes. «Les Congolais aiment les brochettes», confie sourire aux lèvres Claude, un grilleur de viande. Au moment où sa main droite est entrain de manier et de bien griller sa brochette, l'autre tient une liasse de billets de banque. Curieusement, ces billets ne sont que de FBu seule-

ment. Il avait au moins trois sortes de billets.

Les passagers paient dans la monnaie dont ils disposent

Claude explique qu'ils acceptent n'importe quelle monnaie proposée par les clients. « Les Congolais qui entrent au pays ont encore leur monnaie. Si je ne l'accepte pas, je risque de fermer mon business », fait-il savoir. Pour savoir comment les commerçants qui opèrent à la frontière procèdent pour fixer leurs

prix en d'autres monnaies, Claude explique que leurs patrons se renseignent sur le taux du jour. Il indique qu'à la fin de la journée ou quand il possède une grosse somme en monnaies étrangères, son patron se rend dans la capitale économique pour procéder au change.

Lors du reportage, Burundi Eco leur a demandé si le taux de référence est celui de la BRB ou du marché noir, mais le mutisme a prévalu. C'est un secret. Curieusement, ces commerçants ont fait savoir qu'ils ne savaient pas que c'était interdit. « Il y avait un temps où la BRB venait ici pour collecter l'argent. Mais aujourd'hui, nous ne savons pas pourquoi ce sont nos patrons qui doivent acheminer l'argent à Bujumbura », a dit Samson, un autre grilleur de viande.

La loi en dit quelque chose

L'article 4 de la réglementation des changes de la BRB signée le 17 septembre 2029 stipule que l'unité ayant cours légal en République du Burundi est le FBu. Toutes les transactions monétaires conclues localement et concernant les biens situés au Burundi sont exprimées et réglées en BIF, lit-on. Cet article explicite que seuls les services rendus aux non-résidents par les compagnies aériennes, les transitaires, les services chargés des frontières et des étrangers, les services portuaires et

aéroportuaires et l'Autorité fiscale peuvent être facturés et réglés en devises.

A la BRB, on indique que ces commerçants transgressent la loi et encourrent d'une punition. Toutefois, la Banque Centrale reconnaît qu'il est difficile de respecter cette réglementation à la frontière vu que les passagers étrangers ne possèdent que de la monnaie étrangère. Elle demande à ce que les administratifs locaux renforcent la vigilance pour faire respecter cette réglementation.

Carême Bizoza, gouverneur de la province de Cibitoke reconnaît que la fermeture des frontières occasionne des pertes et se réjouit du fait que la frontière de Ruhwa est en train de se revivifier. Le commerce renait et une partie de l'argent des passagers reste dans la province. Cependant, si cette réglementation est respectée, le commerce à la frontière risque de ne pas bien marcher à moins que l'on y installe un bureau de change. Rappelons que les bureaux de change ont été fermés sur le territoire national depuis le 15 février 2020 et que cette mesure avait été prise pour permettre à l'État de contrôler les devises étrangères en circulation dans notre pays.

Dona Fabiola Ruzagiriza



Les commerçants qui opèrent à la frontière de Ruhwa acceptent n'importe quelle monnaie proposée par les clients. La majorité des passagers qui entrent au Burundi ne possèdent que de la monnaie étrangère.